

Des hommes d'affaires tanzaniens à l'assaut du marché burundais

PANA, 16/09/2008 Bujumbura, Burundi - Une délégalation d'une cinquantaine d'opérateurs économiques tanzaniens s'ajourne au Burundi depuis lundi dans le cadre d'une visite de prospection d'opportunités d'affaires chez leur voisin du sud, a-t-on appris de source officielle à Bujumbura. Le vice-ministre de la Planification du développement, Abdallah Tabou, s'est chargé de vendre les atouts et opportunités économiques du Burundi aux hommes d'affaires tanzaniens, principalement dans les domaines minier, agricole, industriel et touristique.

Dans le domaine des mines, les données officielles disponibles font état d'un secteur qui présente des atouts non négligeables basés sur la variété et parfois l'importance des gisements mis à jour. Les principaux minerais prospectés et exploités artisanalement jusqu'ici sont l'or, la cassitérite, le colombo tantalite, connu sous le nom de Coltan, ainsi que des carbonatites et minerais de terre rares ou encore le wolfram. Le sous-sol burundais regorge également de nombreux minerais encore inexploités, comme le nickel associé à d'autres métaux dits stratégiques dans les secteurs de l'aéronautique et de la téléphonie mobile. D'autres matières premières, notamment le calcaire à ciment et des phosphates, ont été découvertes et identifiées et constituent des atouts tout aussi importants à vendre aux investisseurs étrangers techniquement et financièrement mieux outillés que les Burundais. Des indices de présence d'hydrocarbures ont été identifiés dans le lac Tanganyika et la plaine de l'Imbo, proches de Bujumbura, la capitale du Burundi. "Nous encourageons vivement les investisseurs tanzaniens à venir au Burundi pour explorer d'autres possibilités d'affaires comme dans le domaine de l'agriculture", a poursuivi le vice-ministre de la Planification du développement. Dans le secteur agro-industriel, le café burundais est déjà bien apprécié à l'extérieur et il suffirait d'une "valeur ajoutée" pour qu'un kilo passe facilement de un à vingt dollars sur le marché mondial, a-t-il encore alléché les hommes d'affaires tanzaniens. Le haut responsable gouvernemental a également invité les opérateurs économiques tanzaniens à venir investir dans la culture locale du riz et du maïs dont l'intensification pourrait quadrupler la production actuelle et faire du Burundi un véritable grenier de la sous-région. Le président de la Chambre de commerce, d'industrie (CCIB) du Burundi, Helmenegilge Ndikumasabo, de son côté, est venu tempérer les ardeurs du ministre Tabou, en rappelant que les affaires avec cette grande puissance économique de la Communauté est-africaine de libre échange (CEA) restaient néanmoins tributaires de la levée des barrières tarifaires et non-tarifaires qui subsistent encore et empêchent de tirer des profits équitables dans les deux sens. La Tanzanie hésite encore à supprimer les frais de visa alors que le Burundi les a supprimés depuis longtemps, a rappelé le patron de la CCIB. Les taxes que la Tanzanie fait, par ailleurs, payer aux camionneurs burundais resteraient également à un niveau très élevé et n'arrangeraient pas les affaires des opérateurs économiques nationaux qui font transiter plus de 85% des marchandises à l'importation et à l'exportation par les voies terrestres du grand voisin du nord, a encore exploré M. Ndikumasabo. L'autre préalable pour que les affaires marchent à merveille entre les deux voisins est qu'il faudrait améliorer les infrastructures routières et ferroviaires entre le Burundi et la Tanzanie, a-t-il enfin souhaité.